

PP



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Mme FORTI

ARRETE

N° 2003-AG/2- 408
en date du 23 DEC. 2003

mettant en demeure Maître Gangloff à Metz, liquidateur de la Société Miroiterie du Plan Incliné à Saint-Louis, de présenter le dossier de remise en état du site prévu à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.514-1. ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions susvisées, et notamment l'article 34-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-352 du 12 octobre 2001 portant régularisation de la situation administrative de la Société Miroiterie du Plan Incliné à Saint Louis et l'autorisant à exploiter son installation de travail du verre et ses installations connexes, et notamment son article 48 ;

Vu le jugement du Tribunal de Grande Instance de Metz du 10 avril 2002 désignant Maître Gangloff – 26 avenue Robert Schuman à Metz – en qualité de mandataire judiciaire de la liquidation de la Miroiterie du Plan Incliné à Saint Louis ;

Vu la lettre adressée à Maître Gangloff, le 9 mai 2003, lui demandant les dispositions envisagées pour satisfaire aux exigences de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié ;

Considérant que Maître Terzic, représentant l'étude, a remis le 12 juin 2003 une offre technique élaborée par Labo-Services, pour le reconditionnement et l'élimination des produits chimiques présents sur le site ;

Considérant que par lettre du 21 août 2003, Maître Gangloff a été informée que les travaux envisagés ne sont pas suffisants et que le dossier remis n'est pas recevable au regard des dispositions de l'article 34-1 précité car il n'aborde pas les points 2, 3 et 4 du IIIème paragraphe (1er alinéa) de cet article ;

Considérant que Maître Terzic fait part, dans un courrier du 15 septembre 2003, de l'accord du Juge Commissaire pour l'élimination des produits dangereux présents en surface dans l'entreprise, travaux qui ont été réalisés fin septembre 2003, et indiquant que Maître Gangloff envisageait de demander à la Société Labo-Services à Herrlisheim une étude complémentaire sur les points manquants du dossier de remise en état du site ;

Considérant que les compléments demandés par courriers des 21 août et 20 octobre 2003 n'ont pas été remis à ce jour ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 28 novembre 2003 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE :

Article 1er :

Maître Gangloff, désignée mandataire judiciaire dans le cadre de la liquidation de la Société Miroiterie du Plan Incliné située à Saint-Louis prononcée le 10 avril 2002 par le Tribunal de Grande Instance de Metz, est mis en demeure de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 susvisé qui prévoit notamment :

- « Dans le cas des installations soumises à autorisation, il est joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 511-1 du Code de l'Environnement, et pouvant comporter notamment :

- 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- 2° La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- 3° L'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- 4° En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement. »

Article 2 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1. du titre I du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de Sarrebourg,
le Maire de Saint-Louis,
les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 23 DEC. 2003

LE PREFET,

Secrétaire Général
par interim



Simons MELLE

